

Demain, une déferlante de réfugiés climatiques ?

À l'horizon 2050, 200 millions de personnes pourraient être chassées de chez elles par le dégel des terres, la montée des mers ou l'avancée des déserts... Suite de notre présentation des enjeux du sommet sur le climat.

COPENHAGUE
2009

J - 9

Réfugiés climatiques. Voilà une formule qui revient en boucle à l'approche du sommet de Copenhague (7-18 décembre). Des som-

bres prévisions du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) découle un autre pronostic, celui des géographes et des démographes : les perturbations climatiques vont générer de grands mouvements de population.

Le phénomène ne date pas d'aujourd'hui. Dès 1951, la population des Tuvalu (*lire ci-après*) achetait une île Fidji et commençait à déménager. La nouveauté, c'est l'accélération et l'ampleur du mouvement. Selon l'expert britannique Norman Myers, le nombre des réfugiés environnementaux pourrait passer de 25 millions, en 1995, à 200 millions en 2050. « Cette question, très périphérique jusqu'à présent, sera l'une des grandes crises humanitaires de notre époque », affirmait-il dans un rapport remis à l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), il y a déjà quatre ans.

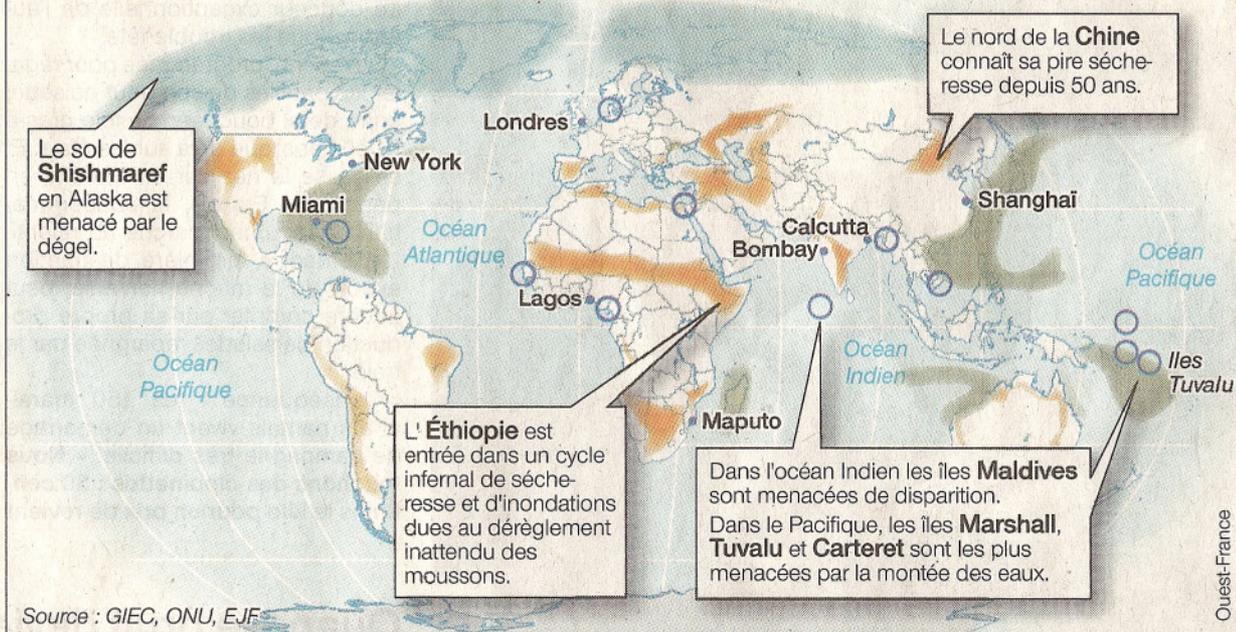
Premières victimes, les pauvres

Des tendances lourdes sont à l'œuvre : avancée du désert au Tchad ou en Chine ; dégel des sols en Sibérie ou en Alaska ; montée des eaux aux Maldives ou autour des îles Helliggen allemandes... Déjà, sur les îles Carteret (Papouasie-Nouvelle Guinée), lors des grandes marées, on tend les filets de pêche... entre les palmiers.

Va pour les îlots du Pacifique-sud, qui n'hébergent que quelques dizaines de

Les principales régions menacées par les changements climatiques

- Extension des zones désertiques
- Zones exposées aux ouragans, cyclones, typhons
- Régions (grands deltas, îles...) ou grandes villes menacées par les inondations
- Fonte du permafrost (sol perpétuellement gelé des zones arctiques)



milliers d'habitants. Au Bangladesh, c'est autrement plus grave : les eaux pourraient inonder 17 % des terres et repousser un cinquième des 153 millions d'habitants. En Indonésie, 2 000 îles paraissent vouées à la noyade.

Or, ces pays n'ont pas les moyens des Pays-Bas pour élever seuls des digues. « Ce phénomène affecte surtout les plus pauvres et les peuples indigènes », relève Catherine de Wihlto de Wenden, spécialiste française

des migrations. Ainsi, lorsque l'ouragan *Katrina* a submergé La Nouvelle-Orléans, en 2005, 1,5 million d'habitants ont fui. La moitié seulement sont revenus. De noire à 70 %, la ville est devenue blanche à 60 %.

Réfugiés ? Déplacés ? Le terme est disputé, car l'exode est souvent proche et provisoire. Pour ceux qui fuient sans espoir de retour, il y a urgence à inventer un statut, car la convention de Genève sur les réfugiés (1951)

n'envisageait pas leur cas. Aujourd'hui, la Nouvelle-Zélande accueille royalement ses voisins des atolls menacés, à raison de 400 par an. À condition qu'ils aient entre 18 et 45 ans. Et un casier judiciaire vierge.

Bruno RIPOCHE.

À lire : *La globalisation humaine*, de Catherine Wihlto de Wenden (Puf, 261 pages, 29 €).

Tuvalu part à vau-l'eau et coule à pic

Vivant symbole de la montée et du dégât des eaux, un chapelet corallien, au large de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, pique du nez. Tuvalu est son nom. Et modeste sa taille. Ses neuf atolls toisent 24 km².

Tuvalu a la superficie de l'île d'Yeu à marée basse. Mais c'est un État, indépendant depuis 1978, avec hymne, constitution, drapeau. Et un peuple. L'archipel compte 11 000 Tuvaluans. Pour combien de temps ?

Depuis 2003, ce pays amphibie et lilliputien tire la sonnette d'alarme : « **Aucun endroit de Tuvalu n'est à plus de cinq mètres d'altitude. Les endroits situés 50 cm au-dessus de la mer sont déjà fréquemment inondés** », déplore John Hunter, océanographe des antipodes à l'université australienne de Tasmanie.

■ Simon Boxer, responsable de Greenpeace en Nouvelle-Zélande, en rajoute une couche et élargit le tableau, le fiasco : « **Les populations des petites nations du Pacifique vont être**



Tuvalu, un chapelet corallien au large de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, semble condamné.

confrontées à un changement de leur écosystème avant même d'être inondées, avec la salinisation de leur système d'eau et de leurs aires de cultures. »

Partout dans le monde aux aguets

de son futur, Tuvalu est devenu le symbole d'un grand naufrage qui serait à venir. Car, avant de sombrer, l'île se vide de ses habitants. 2 500 Tuvaluans ont déjà quitté le bord de leur confetti qui prend l'eau, gîte et écope.

Ils sont les premiers « **réfugiés climatiques** » officiels d'une planète qui en attend beaucoup d'autres. D'autres arches de Noé sont en chantier aux Maldives, en Papouasie, en Micronésie.

Est-ce fichu pour Tuvalu ? Certains s'y refusent, comme l'association Alofa Tuvalu (« Aimer Tuvalu »), qui besogne à faire de l'île un laboratoire pour les énergies renouvelables, la production de biomasse et le solaire thermique. Avec l'énergie du désespoir ? « **Pourquoi vit-on alors que l'on sait que l'on va mourir ?** » rétorque Fanny Héros.

L'île semble pourtant résignée au « no future ». Les autorités ont même vendu leur adresse Internet. Le .tv, qui faisait saliver tout ce qui transmet des images, a été pris d'assaut par les chaînes du monde. Celles-là mêmes qui retransmettront en direct la grande coulée. Avec les larmes de crocodiles qu'on imagine...

François SIMON.